

**Pierre Naville**

## **Préparons la grève générale Pour chasser le gouvernement Doumergue et instaurer une Assemblée unique**

---

*La Vérité*, 3 août 1934.

Source : *L'entre-deux guerres*, Ed. EDI, 1975.

---

Le gouvernement Doumergue continue quoique fortement ébranlé. L'Union nationale doit continuer, déclare la presse officielle, pour achever de sauver le pays du danger que la gestion cartelliste avait suspendu sur lui.

Quelle était donc la tâche fixée au gouvernement national ? En fin 1933, la crise économique s'accroissait, la situation de toutes les couches de la population empirait, le budget n'était pas équilibré, le chômage croissait, les impôts étaient accablants, les relations avec les autres pays étaient troubles, les scandales jaillissaient de partout. La colère grondait. La réaction sut l'exploiter pour éliminer le Parlement par un coup de force le 6 février. Le gouvernement Doumergue fut instauré pour remettre de l'ordre dans les choses et apaiser la population.

Quelles mesures a-t-il employées ?

Laissons de côté les commissions contre la vie chère où les deux « amis » Tardieu et Herriot avaient un prétexte pour passer le temps. Un mot marque le programme du gouvernement, c'est la déflation. Elle fut poursuivie systématiquement aux dépens des masses laborieuses : décrets-lois du 6 avril réduisant de 10 % le nombre des fonctionnaires (sans toucher à l'armée, la marine et l'aviation), réduisant les traitements, rognant sur les retraites; réduisant les pensions des anciens combattants; le 13 avril réorganisation des chemins de fer comportant une réduction des salaires et des retraites, ainsi que du licenciement de personnel par suite de suppression de lignes et fermetures de gares; pour l'enseignement, 5 000 instituteurs sont renvoyés, des écoles sont fermées. L'État patron a frayé la voie à l'ensemble du patronat de ce pays.

Comme autre mesure, la réforme fiscale qui, sous prétexte de simplifier et d'alléger le système d'imposition, consiste essentiellement en diminution d'impôts sensibles pour les gros; mais pour les petits, les dégrèvements sont à peine une goutte de sirop pour tenter de dissiper l'amertume des diminutions de traitements ou salaires.

Pour lutter contre le chômage, on fait miroiter un plan de grands travaux; la possibilité d'employer quelques dizaines de milliers de bras est exploitée savamment par la grande presse qui dissimule d'une part les difficultés (comment trouver de l'argent), et d'autre part les véritables bénéficiaires (en particulier les grands réseaux).

Pour l'agriculture, le gouvernement Doumergue n'a fait que confirmer la loi inappliquée sur le cours minimum du blé, inappliquée même par l'État puisque le fisc, lorsqu'il procède à des ventes de blé, les opère à des cours inférieurs au prix taxé; et que malgré quelques dispositions de détail, l'ensemble n'a pu et ne pouvait en rien modifier la situation à la campagne.

Dans les mesures gouvernementales, pour compléter, pour imposer les mesures économiques, il faut mentionner les mesures bureaucratiques et policières : la réforme de

la sûreté, devenue sûreté nationale; et aussi le décret Mallarmé<sup>1</sup>, contre le droit syndical des fonctionnaires.

Quels sont les résultats de six mois de gouvernement Doumergue ? Dans le domaine de la politique extérieure; l'impérialisme français a incontestablement marqué des points. Mais, voyons ce qu'il a obtenu dans le domaine économique et social qui, en fin de compte, agira non moins pour déterminer l'orientation politique des diverses couches de la population.

« Nous remontons la pente », déclarait dans un de ses discours radiodiffusés le vieillard gâteux de Tournefeuille<sup>2</sup>. Les chiffres sont là pour témoigner avec brutalité du contraire.

Les indices de l'activité industrielle, indiquent un recul constant :

Moyenne 1933 : 107.

1934, Février : 105.

1934, Mars : 104.

1934, Avril : 103.

1934, Mai : 101.

Les industries automobiles, mécaniques, métallurgiques, textiles, etc., sont en recul net sur l'année passée. La « Semaine de Paris » a été un four et n'a pas rendu au tourisme, ni à l'industrie des articles de Paris, la vitalité qu'elles ont perdue.

La balance commerciale est des plus lamentables. Le déficit diminue ? Bien sûr, mais dans quelle condition : on importe moins, on exporte moins.

En arrivant à zéro, la balance commerciale ne serait plus déficitaire ! La réalité, c'est que l'activité commerciale a baissé de plus de 30 %, ainsi que le montrent les chiffres suivants (en milliards) :

	1933	1934
<i>Importations</i>	12 699 000	7 537 000
<i>Exportations</i>	10 651 000	7 348 000

Le chômage croît régulièrement; les chiffres officiels que tout le monde ne consulte que pour avoir une appréciation du mouvement du chômage et non son étendue réelle, indiquent près de 25 % de chômeurs en plus qu'en 1933. Le chômage partiel aussi a augmenté, selon les relevés de l'inspection du travail.

Le coût de la vie ne diminue guère. Pour Paris, il est établi comme suit :

1933, 1<sup>er</sup> trimestre..... 523

1933, 2<sup>o</sup> trimestre..... 516

1933, 3<sup>o</sup> trimestre..... 516

1933, 1<sup>er</sup> trimestre..... 526

1934, 1<sup>er</sup> trimestre..... 526

1 André MALLARMÉ (né en 1877) député radical d'Alger (1924-1939), puis sénateur (39-44), plusieurs fois ministre (30 et 34), membre du Conseil national de Pétain en 41.

2 Nom de la propriété de Doumergue.

Le commerce n'est pas épargné, le nombre des faillites est en augmentation de près de 40 % sur 1933.

Les impôts, le gouvernement n'ose plus en indiquer les rentrées. La dernière tranche de la loterie nationale a été un échec.

Enfin, l'un des meilleurs indices sur la situation de la paysannerie moyenne, nous est fourni par le mouvement des caisses d'épargne : pendant le premier semestre de 1934, il y a eu un excédent de retraits de fonds supérieur à un demi milliard.

« Nous remontons la pente ». Les sourires séniles ne peuvent dissimuler la réalité à personne. Le gouvernement Doumergue est usé. Les groupements bourgeois ne lui donnent plus guère d'espérance. Même les timides radicaux déclarent qu'ils en ont assez. Et sur la droite se dessine déjà une formation de combat, avec André Tardieu et Paul Reynaud. À la place de la déflation, elle s'oriente sur l'inflation, moyen plus commode pour avilir les salaires et pour exproprier considérablement les couches moyennes. Et, bien entendu, un renforcement de l'appareil étatique, militaire et policier.

L'initiative de la chute de Doumergue, nous le répétons inlassablement, c'est la classe ouvrière qui doit la prendre. Nous l'avons dit, nous le redisons : il faut préparer la grève générale pour renverser Doumergue. C'est l'objectif qu'il faut fixer au front unique.

Mais, nous demande-t-on, par quoi voulez-vous remplacer le gouvernement Doumergue ? Nous ne sommes pas encore en état de lui substituer le pouvoir des soviets, la classe ouvrière n'en est pas là, même pas beaucoup de ceux influencés par *l'Humanité* qui crie « Les soviets partout », et pour l'instant se contente de demander à Doumergue, tout comme la direction socialiste, de nouvelles élections. Alors par quoi remplacer Doumergue ? À cette question, notre programme d'action répond :

« Une assemblée unique doit concentrer le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les membres en seraient élus pour 2 ans, au suffrage universel depuis l'âge de 18 ans, sans distinction de sexe ni de nationalité. Les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales constamment révocables par leur mandants et recevraient pendant le temps de leur mandat, le traitement d'un ouvrier qualifié.

Telle est la seule mesure qui entraînerait les masses au lieu de les repousser en arrière. Une démocratie plus large faciliterait la lutte pour le pouvoir ouvrier ».

Puisque les grandes masses se placent encore sur le terrain de la démocratie et non de la dictature du prolétariat, nous ne nous y dérobons pas. Mais nous leur disons que pour reconquérir le terrain perdu le 6 février, il n'est pas possible de s'en tenir à la démocratie de la III<sup>e</sup> République, il faut s'inspirer de celle de la Grande Révolution française.

L'idée d'une Constituante, d'une Convention est dans l'air. Des radicaux la répandent, d'autres représentants de tendance petite-bourgeoise aussi. Le contenu qu'ils lui donnent, est le plus souvent vague, équivoque, dangereux. La classe ouvrière n'a pas à suivre la petite bourgeoisie. Mais son avant-garde doit comprendre la situation et en exploiter à fond toutes ses possibilités. En renversant le gouvernement pré-bonapartiste, en lui substituant une assemblée unique, dont le rôle n'est pas de bavarder tandis qu'un gouvernement gouverne, mais de légiférer et de gouverner, on instaurerait un régime de démocratie beaucoup plus large où la classe ouvrière et les masses laborieuses feraient beaucoup plus rapidement leur expérience et se prépareraient plus facilement pour le pouvoir ouvrier.

Aucun travailleur ne peut avoir confiance dans le ministère Doumergue pour, après avoir dissous la Chambre, assurer des élections loyales, aucun travailleur ne peut avoir d'illusion sur une Chambre nouvelle même fortement à gauche, après la capitulation du 6 février. Les travailleurs, la population laborieuse, ne peuvent avoir confiance qu'en eux-mêmes. C'est pourquoi la grève générale que nous préconisons pour balayer le gouvernement de l'émeute réactionnaire, doit avoir pour but de substituer au pouvoir « fort » de police et de l'armée, un pouvoir véritablement démocratique, émanation réelle des larges masses de la population.